Objet : Contribution à l'enquête publique relative au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame, Monsieur le Commissaire enquêteur,

En qualité de représentants du Comité d'Intérêt de Quartier (CIQ) de Venelles, nous vous soumettons par la présente notre contribution à l'enquête publique concernant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Notre contribution est scindée en deux parties: Analyse des Enjeux puis Propositions concrètes.

Analyse des Enjeux

Notre analyse met en évidence cinq enjeux majeurs qui nous paraissent insuffisamment développés dans le projet actuel :

1. Mobilité et transports en commun

La problématique des transports dans le secteur nord d'Aix-en-Provence (Venelles, Pertuis, Meyrargues) requiert une attention particulière. Un nombre significatif d'habitants de ce secteur se déplace quotidiennement vers la zone des Milles, empruntant la D9, un axe fréquemment saturé. Dans ce contexte, nous sollicitons :

- Un développement substantiel de l'offre de transports en commun pour désenclaver le nord d'Aix
- L'établissement d'un réseau intercommunal de pistes cyclables sécurisées
- L'implémentation de solutions de mobilité douce, particulièrement entre Venelles et Aix-en-Provence, considérant que la distance de moins de 10 km est particulièrement adaptée aux déplacements à vélo.

2. Nuisances environnementales

L'insuffisance d'alternatives viables à l'automobile engendre des répercussions environnementales préoccupantes :

- Une intensification continue du trafic sur l'A51, particulièrement préjudiciable pour la commune de Venelles
- Une amplification des nuisances sonores pour les riverains
- Une détérioration de la qualité de l'air

- Une augmentation significative des émissions de gaz à effet de serre

3. Logement et équilibre territorial

La question du logement constitue un enjeu majeur pour notre territoire, caractérisé par plusieurs problématiques :

- Une demande non satisfaite dans tous les segments du marché immobilier, particulièrement à Venelles, où l'offre est contrainte par :
 - Une réglementation d'urbanisme particulièrement dissuasive
 - Un gel foncier excessif résultant de préemptions et réserves foncières établies par la commune et l'Établissement Public Foncier (EPF), sans véritable processus de concertation
- Une pénurie notable de logements accessibles pour :
 - Les foyers modestes
 - Les jeunes actifs
 - Les seniors
- Un éloignement croissant entre lieux de résidence et bassins d'emploi, entraînant :
 - Une intensification des flux pendulaires depuis les communes périphériques (Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Le Puy-Sainte-Réparate, Manosque, Digne)
 - Une aggravation de la congestion routière
 - Une dégradation de la qualité de vie des résidents
- Une absence manifeste de stratégie concernant la valorisation du foncier disponible, notamment :
 - Les dents creuses
 - Les friches industrielles et urbaines
 - Les zones à requalifier

4. Gestion de l'eau et préservation des terres agricoles et de la Biodiversité

Le territoire métropolitain subit un étalement urbain conséquent qui affecte significativement les plaines agricoles et les ressources hydriques. Les récents épisodes de dérèglement climatique démontrent l'impérieuse nécessité de préserver ces ressources pour garantir :

- La souveraineté alimentaire de notre territoire
- L'entretien, la protection et la mise en valeur des cours d'eau, ruisseaux, fossés, bosquets, espaces boisés, chemins
- Respect et mise en valeur des "trames vertes et bleues" souvent trop théoriques
- L'accès à l'eau potable pour l'ensemble des habitants

Il convient de noter que le SCoT doit être compatible avec le Programme d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) du bassin de l'Arc. Le SCoT, dont l'approbation est prévue en juin 2025, devra anticiper la révision du SAGE programmée pour 2026.

5. Transition énergétique

Les coûts de l'énergie et de la rénovation énergétique représentent une charge financière considérable pour de nombreux foyers et collectivités. Son intégration dans le SCoT constituerait une réponse pertinente à l'enjeu d'autonomie énergétique des territoires.

Propositions concrètes

Au vu de ces constats, nous sollicitons l'intégration dans le SCoT des mesures suivantes :

Mobilité et transport

- Elaboration d'un plan ambitieux de développement des transports en commun, incluant un meilleur maillage des axes transversaux Est-Ouest
- Création d'un arrêt SNCF à Venelles au sein d'un Pôle multimodal renforçant la centralité du quartier de la gare par une programmation mixte
- L'harmonisation de la limitation de vitesse à 90 km/h sur l'A51 au niveau de Venelles
- L'établissement d'un schéma directeur cyclable intercommunal chiffré, financé, planifié et réalisable et réalisé

Habitat et environnement

- La définition d'objectifs sectorisés, quantifiés et planifiés en matière de création de logements respectant la loi SRU, le PLH et les engagements du CMS (contrat de mixité sociale). Quid du PLUI antérieur au SCOT en cours d'élaboration, le PLUI devra t il être modifié pour être compatible?
- L'instauration de mesures de protection contre les nuisances sonores et la pollution atmosphérique (murs antibruit et changement de revêtement sur autoroute)
- Le développement d'une vision cohérente de l'aménagement territorial visant à limiter les déplacements contraints (densification, renforcement des centralités)
- Elaboration d'une stratégie de mixité logements/commerces/activités/bureaux pour tirer un meilleur parti des potentiels fonciers et bâtis (souvent sous-utilisés) de la zone d'activité de Venelles

Agriculture et ressources

- Promotion et aide à la mise en œuvre d'une politique de production locale agricole respectueuse de l'environnement
- Sanctuarisation du foncier agricole à l'exception de zones marginales en bord d'autoroute (côté est) déjà polluées, souvent inondables et à faible valeur agronomique.
- Ces espaces agricoles marginaux pourraient accueillir des opérations d'intérêt général (énergie, transports, équipements structurants) à faible impact visuel et environnemental de part leur emplacement/isolément et le relief naturel des espaces concernés

Energie

- Viser l'autonomie énergétique, tout au moins partielle, par la planification d'équipements d'énergies renouvelables (EnR) pour une production locale d'une énergie décarbonée à coûts maîtrisés facilitant l'autoconsommation grâce à la proximité des usages.
- L'intégration des dernières dispositions législatives (loi APER, ZAE, Agrivoltaïsme) dans le SCoT et la cohérence des objectifs européens, nationaux, régionaux, métropolitains.

Le SCoT doit constituer un instrument efficace d'accompagnement de la transition écologique de notre territoire, tout en garantissant sa cohésion sociale et son développement équilibré. La perspective d'une opération mixte sur l'ancien site de l'AOP Gare SNCF de Venelles, mérite d'être étudiée dans ce cadre.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à cette contribution et demeurons à votre disposition pour tout complément d'information.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur le Commissaire enquêteur, l'expression de nos salutations distinguées.

Le CIQ de Venelles

Dominique Tesniere Président
François d'Hauthuille Vice Président
Et le bureau du CIQ de Venelles